

Procès-verbal de l'assemblée sectorielle Bio du 13 novembre 2024

I. Identification du document :

Type de document	PV
Titre du document	PV de l'Assemblée sectorielle BIO du 13 novembre 2024
Responsable de la préparation du document	Thomas Schmit
Date de publication	07/01/24
Validé par	Sans objet
Annexe(s)	Liste des participants

II. Assemblée Sectorielle

→ Introduction :

Le Président de séance est Nicolas Ancion. Le PV de la précédente Assemblée est approuvé.

La thématique de cette Assemblée est « **Quelles contributions de la bio à la préservation des ressources naturelles, du climat et de la santé** ». Elle a été choisie par les représentants face au constat d'un ralentissement de la demande en bio afin de motiver ceux qui produisent bio à continuer produire bio et pour leur fournir des arguments afin de motiver leurs consommateurs à acheter du bio.

Le Collège des Producteurs et Socopro organisent diverses actions :

- L'Interface Producteurs Distributeurs (pour présenter les produits locaux dans les magasins)
- La Base de données 217 : catalogue de produits locaux pour les ventes en circuits courts
- Le Prix juste permet une rémunération correcte au producteur
- La Charrette facilite la logistique pour les livraisons
- Easy-agri est un site de petites annonces pour animaux d'élevage et matériel – il y a une rubrique Bio.



- La Cellule Manger Demain motive les cantines à devenir durables et à consommer des produits locaux et bio.

Un rappel des divers projets en cours en 2024 est présenté et est disponible auprès du chargé de mission.

→ **Actualités (voir présentation) :**

- Un groupe de travail a été constitué pour travailler sur la question du cuivre. Les demandes de renouvellement de produits cuivrés ne passent pas dans le modèle ecotox du SPF, le secteur est invité à proposer des doses réduites afin d'évaluer la possibilité de continuer à utiliser le cuivre pour la protection des cultures de PDT, houblon, vignes, pommes et poires en bio
- La problématique de l'engraissement des bovins en bio est toujours d'actualité : une étude a été réalisée par Biowallonie qui confirme la problématique. Une interpellation a été faite au gouvernement avec une demande de suspendre l'application de la réglementation. Nous n'avons pas eu de retours pour le moment. Les organismes de contrôle, le secteur et la Région wallonne sont accord d'avoir des délais de mise en conformité, les éleveurs peuvent donc prétendre à avoir suffisamment de temps pour se mettre en ordre mais cela ne résout pas le problème. Un suivi sera fait au niveau du cabinet pour obtenir leurs réponses.
- Les éleveurs qui veulent développer des pratiques innovantes peuvent avoir des aides via le système des Centres de Référence et d'Expérimentation.

→ **Résultats de l'enquête « c'est quoi le Plan pour les filières bio » (voir présentation) :**

Une brochure avec les résultats de l'enquête a été distribuée aux participants.

Plusieurs plans stratégiques de développement bio ont été rédigés – 6 plans produits. Vincent Pautré en fait la présentation.

En 2024 : L'UNAB a réalisé une enquête sur le moral des agriculteurs bio. Le Collège a prolongé ce travail en développant la problématique. 625 opérateurs ont répondu – parfois via des coopératives. Voici quelques chiffres intéressants :

- 62% disent ne pas avoir été impactés par la crise du Covid ou la guerre en Ukraine.
- 82% revendiquent une baisse de bénéfice, les empêchant de se projeter ou d'investir dans leur projet.

Des leviers ont été identifiés pour aider ces producteurs. En fonction des producteurs et de leurs difficultés cela peut se faire au niveau de la promotion, de la communication ou de la logistique.



Un participant témoigne à titre d'exemple, la réussite de la vente directe, pour les éleveurs de poules-pondeuses (création d'une fiche google-maps).

Une participante demande s'il est possible d'avoir les réponses et résultats de l'enquête en fonction des acteurs (négociants, délégation). Il est partagé de définir les besoins et les attentes par type d'acteur.

→ **APAQ-W : par Delphine Dufranne (voir présentation)**

Delphine Dufranne présente les actions de promotion bio réalisées en 2024 et programmées pour 2025.

La semaine Bio est remise en cause. Le constat est que celle-ci n'a pas un franc succès et le coût est assez élevé. De plus pour les agriculteurs, il y a déjà les journées fermes ouvertes.

La semaine bio a une durée de 9 jours d'actions sur le terrain. Le coût est de 150 000 € sur 500 000 € de budget total pour la promotion du bio par l'APAQW. La semaine bio permet au public de découvrir les producteurs locaux bio.

Pour les JFO : le cadre est très concret, ce sont des fermes ouvertes le week-end qui ouvrent de 9h à 18h. La semaine bio est très complexe par la diversité. Ne faut-il améliorer la qualité de la semaine bio, simplifier les actions ? Ramener les gens sur les lieux d'activité. La semaine bio doit bénéficier au bio local.

Un participant partage le fait que le bio rencontre des problèmes et les journalistes reprennent les points négatifs. La semaine bio doit donner une visibilité « positive ».

Une évolution envisagée est un partenariat avec le Vlam pour proposer une semaine bio nationale avec des dates identiques des deux côtés.

Un producteur demande la proportion d'activité en ferme et partage l'avis qu'il faut recentrer la semaine bio sur autre choses que des activités type « mange-debout. Delphine Dufranne répond qu'en effet, revoir le concept ce serait pour encourager et faciliter la participation des producteurs. L'objectif est d'améliorer leur retour sur investissement en temps de travail.

Un participant partage l'avis que la remise en question est pertinente mais qu'il aurait été souhaitable que ce sujet soit à l'ordre du jour de la présente Assemblée, le retour aurait été plus important. Ce participant partage aussi l'avis qu'il y avait trop de livrables pour les personnes qui participent à la semaine bio et un gaspillage à ce niveau-là.

L'APAQW précise qu'il existe un groupe de travail qui réfléchit et se réunit. Une Assemblée pourrait être prévue afin de clarifier les décisions.



La constitution du groupe de travail se base sur les partenaires du plan Bio : les syndicats, Nature et Progrès, FWA, Fugea, UNAB, les organismes certificateurs, le Collège des producteurs et ses représentants, le Collectif 5C, Biowallonie, le CRA-W, le SPW. Le groupe a été élargi, par exemple au CETA bio, afin d'alimenter ce groupe.

Une participante partage l'avis qu'il faut aller chercher les producteurs pour partager les expériences et leur demander leurs avis. C'est important de consulter directement les opérateurs pour alimenter le groupe de travail.

L'APAQW indique que cet avis a été partagé lors de la 1ere réunion du groupe de travail et qu'ils vont organiser des consultations directes.

Un participant exprime une petite réflexion : quel serait l'impact si on supprime la semaine bio ? Il ne faudrait pas rendre plus invisible le secteur bio.

L'APAQ-W indique que le groupe de travail n'a pas défini d'échéance finale. La mobilisation pour la semaine bio débute en janvier. L'objectif est de mettre en place un groupe de travail plus petit qui vise à travailler plus efficacement et à réagir plus rapidement. La semaine Bio en 2025 ne sera pas totalement révolutionnée. Il s'agit d'un travail sur plusieurs années. Il y a un intérêt à poursuivre la réflexion pour adapter la semaine bio après 2026.

→ Quelles contributions de la bio à la préservation des ressources naturelles, du climat et de la santé ? **par ITAB Natacha Sautereau et Bastien Dallaporta (voir présentation)**

Questions-Réponses :

Une participante partage l'avis que le climat éclipse la biodiversité et que c'est important d'axer la communication sur la biodiversité aussi quand on parle du bio

Bastien Dallaporta répond qu'effectivement il y a un enjeu sur cette thématique et qu'en adressant les problématiques liées à la biodiversité on adresse aussi des problématiques liées au climat alors que l'inverse est moins vrai. La bio a moins d'impact négatif au niveau climatique par unité de surface (-10 à -50%). Natacha Sautereau ajoute qu'il est important de parler de cette question du climat et du bio de manière objective par rapport à d'autres modes de production qui se prétendent plus vertueux, comme par exemple l'agriculture régénérative. Même s'il est vrai qu'il faut avoir une approche systémique sur ces questions.

Un participant est étonné d'entendre que la production du bio ne peut pas nourrir toute la population. D'après lui ça pourrait être le cas si on mettait les moyens pour développer les techniques bio comme on l'a fait pour le conventionnel. Il est aussi surpris d'entendre que les consommateurs consomment 4kg par an d'additifs.



Natacha Sautereau précise que les 4 kg d'additifs ne sont pas propres au bio, c'est la quantité moyenne d'additifs qui sont consommés par les consommateurs français. Ceux-ci peuvent avoir des effets sur le métabolisme, certains sont potentiellement cancérigènes. Il est donc important de se pencher sur le maillon de la transformation.

Sur la bio peut-elle nourrir le monde, Bastien Dallaporta affirme que 100% bio à l'échelle mondiale ça ne passe pas dans les modèles à cause de la limite en azote mais qu'on a du temps avant d'être confronté à cette problématique, d'autant que 50% en bio de ce point de vue là ça fonctionne et qu'on est actuellement à 2% de bio. Il y a effectivement plusieurs paramètres qui peuvent faire évoluer ce constat : les contraintes techniques, le gaspillage alimentaire, les ressources en azote.

Un participant partage l'avis qu'une diminution des rendements liée au passage en bio n'augmentera pas d'office les importations dans la mesure où la Belgique et l'Europe sont de grands exportateurs de certaines denrées et que les aliments produits n'ont pas tous une vocation alimentaire. Ce participant partage aussi l'avis que les impacts carbone et biodiversité pour les prairies sont positifs en bio parce que la charge en bétail est beaucoup plus faible.

Bastien Dallaporta répond qu'effectivement le fait de travailler en méta-analyse peut être limitant et ne pas montrer certains effets bénéfiques. De même il y a une limite dans la discrimination entre bio et conventionnel au niveau des pratiques. De pouvoir définir quelles sont les pratiques qui sont propres au bio.

Les compétitions feed-food ne sont pas intégrés dans le raisonnement qui a été présenté. Ce qu'il faut retenir c'est qu'il peut y avoir des effets induits négatifs à l'échelle internationale, de politiques nationales en matière de carbone par exemple.

Un participant demande s'il existe une alternative au cuivre ou à la quassine qui peut être mise en œuvre rapidement ?

Natacha Sautereau répond que cela fait 30 ans qu'il y a des études et des projets sont menées pour trouver une alternative au cuivre mais qu'à ce jour il n'y en a pas une qui soit aussi efficace et aussi peu cher. Le cuivre pose un problème car il se concentre à l'infini. Un gros programme sur « comment se passer du cuivre si celui-ci devait disparaître, quelles sont les alternatives » devrait être lancé à l'ITAB. L'objectif est de ne pas mettre les agriculteurs dans une impasse. Pour la question de la quassine elle transmettra les éléments de réponse au Collège car ce sont des collègues qui travaillent là-dessus.

Un participant demande quels impacts l'étude a eu au niveau des commerces, du politique et dans le secteur bio ?

Natacha répond qu'ils sont beaucoup sollicités dans des instances bio ou conventionnelles. C'est un peu tôt pour mesurer les effets de l'étude au niveau politique. Concernant l'impact sur les marchés c'est encore plus incertain car il y a des facteurs extérieurs conjoncturelles qui entrent aussi en compte.



Un participant de demande s'il y a des scénarios sur l'évolution de la pollution de l'eau en fonction du développement du bio ?

Natacha répond que c'est une question cruciale, mais qu'il n'y a pas de prospective sur cette question. C'est difficile de faire des simulations sur cette question-là. Cependant les agences de l'eau soutiennent le développement du bio dans les aires de captages partant du principe que le bio n'utilise pas les molécules problématiques.

Un participant partage l'avis que l'étude présentée pourrait être une source intéressante pour une prochaine campagne de publicité par l'APAQ-W

Liste des participants :

Prénom	NOM
Nicolas	ANCION
Caroline	BATTHEU
Françoise	BELANGER
Jean	BOUVY
Daniel	COLLIENNE
Eric	COURTOIS
Pierre	COURTOIS
Gilles	de MOFFARTS
David	DE WILDE
Caroline	DEVILLERS
Alain	DIRICK
Gwenaël	DU BUS
Alexandre	DUERINCKX
Delphine	DUFRANNE
Alexandre	FLAMAND
Philippe	GROGNA
Emmanuel	GROSJEAN
Fabienne	HAUSMANN
Françoise	HENDRICKX
Sophie	HERREMANS
Claire	HOUSEN
Muriel	HUYBRECHTS
Dominique	JACQUES
Frédéric	JADOUL
Pierre-Marie	LADURON
Elodie	LOBET
Philippe	LOECKX
Isabelle	MARTIN



Philippe	MATTART
Bernard	MERNIER
Vincent	PAUTRE
Thomas	SCHMIT
Benoît	THOMASSEN
Magali	TIELEMANS
Michel	TILLIEUT
Laetitia	VAN ROOS